Elections législatives du 23 novembre 1958

Parti Communiste Français

Electeurs, Electrices,

Le coût de la vie ne cesse d'augmenter et le département de l'Yonne est un de ceux où les prix sont les plus élevés.

La crise économique menace. Réductions d'horaires et début de chômage frappent les ouvriers. Dans la circonscription d'Auxerre

- l'entreprise JOURDE ne compte plus que 25 ouvriers et ouvrières (contre 180) ;
- la « Fonderie Auxerroise » a fermé ses portes, ainsi que les établissements BOSFOR ;
- les ateliers SOISSON ne font plus que 58 heures par quinzaine ;
- l'usine NOEL a réduit son horaire de 7 heures par semaine ;
- Dans tout le département ce sont des dizaines d'entreprises qui sont touchées.

La mévente s'aggrave chez les artisans-commerçants. L'indexation des prix agricoles n'est pas respectée pour les paysans-travailleurs.

Depuis 10 ans, les guerres coloniales ont ruiné le budget de la France et empêché tout progrès, notamment l'équipement de nos campagnes, à tel point que 141 communes seulement sur 484 bénéficient dans l'Yonne d'adductions d'eau de façon satisfaisante.

Après avoir ensanglanté l'Indochine, la Tunisie, le Maroc, la guerre s'éternise en Algérie où 21 jeunes soldats de l'Yonne ont déjà trouvé la mort.

Le Parti Communiste Français considère que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre, et que la seule solution complète à ces problèmes est le socialisme.

Par la socialisation des grands moyens de production et d'échange, le socialisme met fin à l'exploitation du travail d'autrui. Il supprime pour toujours les causes des crises économiques et des guerres. Il donne à l'humanité la complète jouissance des richesses de la nature, du travail et de la science.

Cependant il est possible, dès maintenant, de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la Nation.

Depuis 10 ans, la production par ouvrier a augmenté de 40 %, apportant au grand patronat des profits fabuleux. Voici quelques exemples pris dans le département :

- La Société PONT-A-MOUSSON (usine à Sens) a fait 1 milliard 280 millions de bénéfices nets avoués en 1957, pendant que le capital passait de 5 à 10 milliards.
- Les Ciments LAFARGE (usine à Frangey près de Lézinnes) ont fait 609 millions de bénéfices nets en 1957.
- Les Fromageries PAUL RENARD (usines à La Chapelle-Vieille-Forêt, Mailly-la-Ville, Aillant) ont fait 104 millions de bénéfices avoués en 1957, soit 260.000 Frs par ouvrier.
- La Société GARDY (usine à Augy) a fait 69 millions de bénéfices avoués en 1956.

Le grand capital peut donc payer les frais d'une politique de progrès social.

Certes, la Constitution adoptée le 28 septembre a diminué considérablement le rôle de la prochaine Assemblée nationale. Le système électoral a pour but de réduire la représentation des travailleurs manuels et intellectuels de la ville et de la campagne. Il sera donc plus difficile que par le passé de défendre au Parlement les revendications de la population laborieuse.

Pour dresser un barrage efficace à l'avance des forces réactionnaires, pour réduire les effets d'un pouvoir dictatorial, pour défendre pied à pied les intérêts des petits contre les gros, pour jeter les bases du regroupement indispensable de tous les républicains, il est nécessaire de voter en masse pour assurer la présence d'un groupe communiste important à l'Assemblée nationale.

Les députés communistes s'appuieront constamment sur la volonté populaire exprimée par les organisations et groupements ouvriers et démocratiques.

Tout en poursuivant son action pour la révision démocratique de la Constitution par le peuple

souverain, le Parti Communiste considère qu'il est possible de réaliser le programme de justice sociale et de salut national suivant :

1. — RELÈVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales, par la suppression des abattements de zone sur les salaires et les allocations familiales.

Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles.

2. — PAIX EN ALGÉRIE par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

3. — POLITIQUE EXTÉRIEURE D'INDÉPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

4. — RÉDUCTION MASSIVE DES DÉPENSES MILITAIRES ET RÉFORME DÉMOCRATIQUE DE L'IMPOT frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

— de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française ;

— de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

5. — GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création de centres d'apprentissage qui font cruellement défaut dans l'Yonne ;

— la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

6. — RESTAURATION DE LA RÉPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DÉMOCRATIE RÉNOVÉE :

— par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution ;

— par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion ;

— par le contrôle du peuple sur ses élus ;

— par une large autonomie communale et départementale.

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

Pour barrer la route à la réaction ; pour réaliser cette politique conforme aux aspirations de notre peuple et aux intérêts de la nation ; pour assurer la présence à l'Assemblée nationale d'un groupe communiste important et lui donner l'autorité de millions de voix ;

Pour la victoire de la République ;

Pour l'avenir de la France ;

VOTEZ ET FAITES VOTER POUR LE CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS !



Marcel BARDIN

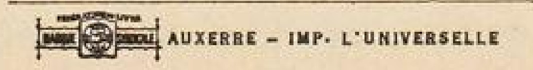
52 ans, ouvrier mouleur à Auxerre

A 52 ans, Marcel BARDIN est un des plus anciens militants de notre Parti dans l'Yonne. En 1932, il était candidat aux élections législatives dans la circonscription de Tonnerre, et dans celle de Sens en 1936 au moment du Front Populaire.

En 1940, Marcel BARDIN est fait prisonnier. A son retour de captivité, en 1945, il reprend la vie militante. Au printemps dernier il est candidat au Conseil Général dans le canton d'Auxerre-Ouest où il gagne plusieurs centaines de voix. Marcel BARDIN milite dans les syndicats ouvriers depuis 1925, il est actuellement conseiller prud'homme et secrétaire du syndicat des métallurgistes d'Auxerre.

Remplaçant éventuel : Georges ROUDIER, 54 ans, mécanicien, à MOUTIERS

Georges ROUDIER, membre du Parti Communiste Français depuis sa fondation, milite depuis son adolescence dans le mouvement ouvrier et il a occupé d'importantes responsabilités dans les syndicats des Métaux de la région parisienne. A la suite d'une longue maladie, il se retire dans l'Yonne en 1938. Depuis 1953 est maire de Moutiers où il a conduit à bien d'importantes réalisations municipales. A été le porte-drapeau de notre Parti aux dernières élections cantonales.


AUXERRE - IMP. L'UNIVERSELLE

Vu : *Les Candidats.*